

UN ARMISTICE TROP PRÉCOCE ?

PAR LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE ANDRÉ BOURACHOT - PROMOTION « MARÉCHAL BUGEAUD » (1958-60)

À partir de fin août 1918, les capacités d'action offensive de l'armée allemande vont progressivement s'amenuiser. Le 8 août, Foch, maréchal de France depuis 48 heures, lance une offensive franco-anglaise en Picardie pour réduire le saillant de Montdidier. Ludendorff écrira dans ses mémoires que « le 8 août fut le jour noir de l'armée allemande dans l'histoire de cette guerre, je ne vécus pas d'heures plus pénibles [...] ». En effet, plusieurs divisions se sont débandées et des manifestations de soldats se produisent au sein des renforts qui montent en ligne.

L'armée allemande n'est pas encore battue ; elle montrera dans les combats à venir qu'elle a encore de la ressource, mais elle est à l'image du pays, épuisée. L'échec des dernières offensives, le blocus, les privations alimentaires, l'accablement de l'allié autrichien, la désaffection probable de la Turquie, obligent l'Allemagne à reconsidérer sa situation d'un point de vue politico-militaire. À Spa, le 13 août, se tient une conférence où sont présents le Kaiser, Charles empereur d'Autriche, le Kronprinz, Hindenburg, Ludendorff et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Pour la première fois, on envisage la cessation des hostilités, probablement plus sérieusement que les fois précédentes.

Ce n'est, en effet, pas tout à fait la première fois. Des approches en vue de la cessation des hostilités ont déjà eu lieu en 1916 et en 1917, pour ne citer que ces deux années.

En 1916, on discutera d'une paix blanche sans vainqueur, ni vaincu. Le chancelier allemand Bethmann-Hollweg réunit les représentants des pays neutres, dont les USA, qui le sont encore à cette époque, pour leur donner une note proposant aux puissances alliées d'ouvrir des négociations de paix sans spécifier sur quoi elles pourraient porter. Ces dernières n'y voient que ruse et volonté d'imposer « une paix allemande ». Fin décembre 1916, Wilson, nouvellement réélu président des USA, demande aux belligérants d'exposer leurs buts de guerre, ce que ne fait pas l'Allemagne qui élude la réponse tout en remerciant Wilson, mais ne l'empêche pas de reprendre et d'intensifier la guerre sous-marine dès le début de l'année suivante.

Le 8 janvier 1917, Wilson, sans en informer les Alliés, définit dans un discours devant le Congrès un programme du traité de paix à venir : les quatorze points qui, selon lui, doivent permettre de mettre fin au conflit, d'instaurer une paix durable en Europe avec la création d'une « association générale des nations ». Ces quatorze points, souvent décriés pour la vision idyllique des rapports internationaux qu'ils impliquent, serviront cependant de base à la conclusion de l'armistice. La position spécifique des USA, qui n'est, rappelons-le, qu'un associé et non un allié des nations en guerre, aura également une grande importance.

Wilson revient à la charge devant le Congrès le 22 janvier 1917, dans un discours où apparaissent tous les idéaux wilsoniens et lors duquel il parlera « de paix sans victoire », sorte d'appel au *statu quo* inacceptable pour les Franco-Britanniques et les Allemands dont les buts de guerre ne

peuvent être rendus publics, tant ils sont opposés à la dialectique wilsonienne. La déclaration de guerre à l'Allemagne sera effective le 6 avril suivant. D'autres négociations plus ou moins secrètes n'auront aucun résultat.

Seules les armes pouvaient décider, sinon de la paix, au moins de la cessation des hostilités et les choses vont s'accélérer après le 8 août. Ludendorff sait qu'il ne pourra plus gagner la guerre, mais il va essayer de conduire une retraite ordonnée en arrêtant les armées alliées par des coups d'arrêt sur des lignes de défense depuis longtemps organisées, ou en cours d'organisation, par exemple la ligne *Hindenburg*. Dans le même temps, il prépare le rapatriement de ce qui n'est pas indispensable à la poursuite des combats : dépôts, ateliers, etc. et les destructions de l'infrastructure qu'il laisse derrière lui.

Jusqu'en novembre, « les cent jours », Foch ne baissera pas le rythme de l'offensive et, le 19 octobre, il rédigera sa dernière directive de la guerre pour l'assaut final. À partir du 4 novembre le repli allemand est pratiquement interrompu : les résistances successives sur les positions préparées sont forcées ou dépassées et lorsque viendra l'armistice, les armées alliées se trouveront à la frontière franco-allemande de 1871, la Belgique de l'ouest étant partiellement réoccupée.

En septembre-octobre, Ludendorff va « craquer ». Les mauvaises nouvelles s'accumulent ; les informations en provenance de l'Autriche-Hongrie ne sont pas bonnes depuis longtemps et la Double Monarchie semble ne pas pouvoir passer un autre hiver de guerre. Pire, le 25 septembre, la Bulgarie avait demandé un armistice et le gouvernement bulgare avait déclaré accepter les quatorze points de Wilson. Ludendorff, le même jour, demande au chancelier von Hertling d'engager des négociations de paix sur la base des quatorze points de Wilson et, un peu plus tard, il réclame la conclusion d'un armistice. Lors d'une réunion, le lendemain, avec le Kaiser, il demande à nouveau que l'on recherche un armistice mais se montre moins alarmiste que la veille. Le 4 octobre, le gouvernement allemand demande aux USA, via la Suisse, que le président des États-Unis s'implique dans le rétablissement de la paix sur la base des quatorze points. Curieusement, le pouvoir civil n'a pas eu l'initiative de cette demande de cessation des hostilités. En fait, il pense que ces quatorze points offrent des espaces de négociation et que Wilson, associé et non allié, pourra rallier les Alliés à ses vues.

**La guerre est finie, la paix doit suivre,
mais quelle paix ?**

Notons qu'à partir de cet instant, ce qui se passe entre Wilson et le gouvernement allemand est inconnu (au moins officiellement) des puissances alliées qui ne peuvent pas intervenir dans la négociation qui va s'engager. D'autres notes sont échangées, chacune demandant au gouvernement allemand des précisions sur l'application de points précis.

Le 8 octobre, par exemple, Wilson demande en retour si la demande est bien aussi le fait du Kaiser et de l'état-major, tout en mettant l'accent sur un certain nombre de questions pour lesquelles il souhaite que les Allemands apportent des réponses détaillées. Le 23 octobre, Wilson enverra une dernière demande aux Allemands et, cette fois, il mettra officiellement les Alliés au courant du contenu des échanges, tout en précisant qu'il ne souhaitait pas leur imposer un armistice trop rapidement élaboré.

Il faut maintenant définir les conditions de l'armistice. Ce dernier étant d'abord une suspension d'armes, c'est à Foch et aux commandants des armées nationales d'en définir les conditions et les garanties. Le 25 octobre, il réunit à son quartier général situé alors à Senlis Pétain, Haig et Pershing pour mettre au point les conditions d'armistice. Les avis de ces généraux ne sont pas identiques ; alors que Haig plaide pour des conditions modérées, Pétain et Pershing, peut-être pour des raisons différentes, seraient d'avis de continuer la lutte. Foch, appuyé par les politiques, et notamment Clemenceau, souhaite cesser les hostilités dès l'acceptation par l'Allemagne des conditions qui lui seront imposées. Un texte définitif est arrêté le 4 novembre et transmis à Wilson qui l'accepte. Les conditions sont strictes, y compris pour les fronts de l'est : évacuation des territoires occupés, livraison de matériels de guerre et de matériels civils, de la flotte sous-marine, calendrier du retrait des troupes allemandes et de la progression des troupes alliées, etc.

L'armistice aurait-il pu attendre ? En effet, deux décisions auraient pu peser sur la date de l'issue du conflit. Du côté allié, fallait-il, comme l'a décidé Foch, ne pas lancer le 14 novembre l'offensive prévue en Lorraine sous le commandement de Castelnau ? Elle aurait peut-être permis non plus seulement de vaincre l'Allemagne, ce qui était de toute façon déjà le cas, mais aussi d'éviter la naissance d'un mythe, qui n'en était pas tout à fait un, celui d'une armée allemande qui n'avait pas été battue. Mais c'était aussi ajouter des pertes aux pertes et prolonger une guerre dont la durée accablait déjà des peuples qui n'en pouvaient plus. Foch, sagement semble-t-il, ne voulut pas verser plus de sang.

Autre événement qui a failli au moins retarder la cessation des hostilités et, aurait, peut-être pu conduire à une capitulation sans condition de l'Allemagne et amener les armées alliées jusqu'à Berlin, le revirement des militaires, Ludendorff et Hindenburg, qui, après avoir poussé le gouvernement à engager des négociations, ont demandé le 25 octobre au Kaiser de continuer le combat ! Le nouveau chancelier Max de Bade menace alors de démissionner. Finalement, Ludendorff sera poussé à la démission par le Kaiser et remplacé par le général Groener. C'est l'agitation prérévolutionnaire qui va s'amorcer en Allemagne dans les grandes villes : Berlin, Hanovre, Cologne, etc. mais aussi dans les forces armées, qui va être le facteur décisif d'acceptation des conditions de l'armistice. Ainsi, le 3 novembre, des équipages de la flotte de haute mer (*Hochseeflotte*) se sont mutinés à Wilhelmshaven-Kiel.



Soldats américains, avec des FT-17 dans l'Argonne en 1918

Les clairons sonnent le cessez le feu le 11 novembre 1918 à 11 heures. La guerre est finie, la paix doit suivre, mais quelle paix ? Remarquons qu'elle ne sera pas négociée avec l'adversaire, comme cela avait toujours été le cas dans tous les conflits précédents, mais elle le sera entre Alliés et il faudra prolonger trois fois la durée de l'armistice ! Aucun n'a les mêmes exigences ; la paix d'une coalition est aussi difficile à conclure qu'une guerre de coalition à conduire. Foch, de façon prémonitoire, parlera d'un armistice de vingt ans !



Ancien inspecteur du génie, le général de corps d'armée André Bourachot est l'auteur de très nombreux livres d'histoire militaire notamment sur la guerre de 1870 et sur la Grande Guerre. Il a publié récemment *Les deux sièges de Paris 1870 - 1871* avec le colonel Henri Ortholan, ouvrage sélectionné pour le prix littéraire 2017 de *La Saint-Cyrienne*. Depuis plusieurs années, il participe activement aux dossiers d'histoire du *Casoar*.